



## ÉVÈNEMENT

# Infections dans les établissements scolaires : un virus qui se tient sage ?

**Jean-Michel Blanquer se veut rassurant, mais les données sanitaires semblent lui donner tort.**

**U**n virus discipliné en cours ? À écouter le ministre de l'Éducation nationale, le milieu scolaire n'est en aucun cas un vecteur du Covid-19. «*Les enfants qui sont contaminés, la plupart du temps, quand on remonte la chaîne de contamination, ce n'est pas du tout à l'école qu'ils se sont contaminés, [mais] en famille. C'est plutôt qu'ils peuvent éventuellement contaminer à l'école quand ils arrivent de leur famille*», affirmait ainsi Blanquer, le 19 mars, sur le plateau de BFM TV. Le ministre a d'ailleurs dans sa besace un chiffre rassurant, qu'il égrène dans tous les médias : 0,5%. De quoi ? Il ne sait pas trop lui-même. Tantôt présenté comme le taux d'incidence (nombre de cas pour 100 000 élèves sur une semaine), tantôt comme le taux de positivité (part des tests positifs sur l'ensemble de ceux réalisés à l'école), ce chiffre, on va le voir, n'a en réalité pas grand sens. Et semble peu compatible avec les données remontées parallèlement par Santé publique France (SPF) sur le nombre de cas par tranche d'âge, même si tous les jeunes de 0 à 19 ans ne sont pas scolarisés.

**Vitesse inquiétante.** Ainsi, selon SPF, le taux d'incidence de la population en France, tous âges confondus, atteignait 310 pour la semaine du 14 au 20 mars, dernier chiffre connu. Chez les plus petits, les 0-9 ans, il est encore inférieur (165) à cette moyenne. Sauf qu'il progresse à une vitesse inquiétante : tandis que dans l'ensemble de la population, l'incidence a doublé depuis le début de l'année, elle a été

multipliée par quatre chez les 0-9 ans. Parmi les 10-19 ans, c'est encore pire : avec 385 nouveaux cas pour 100 000 jeunes dans cette tranche d'âge pour la semaine du 14 au 20 mars, l'incidence est cette fois-ci nettement supérieure à celle de l'ensemble de la population. Elle dépasse surtout, depuis quelques jours l'incidence des 40-49 ans (375), que l'on peut considérer comme leurs parents.

La situation est plus préoccupante encore en Ile-de-France, région la plus touchée du pays. L'incidence des 0-9 ans y atteint 275, et celle des 10-19 ans culmine à 673, là aussi supérieure à l'ensemble de la population francilienne (552), mais aussi des 40-49 ans (661). En Seine-Saint-Denis, enfin, département le plus contaminé de France, l'incidence des 0-9 ans s'élève à 300 et celle des 10-19 ans, à 776. Des chiffres multipliés respectivement par 10 et 5 depuis le début de l'année, contre 4,3 pour la population, tous âges confondus, dans le 93. Pas sûr, par ailleurs, que le sens de la contamination se fasse de parents à élèves, comme l'affirme le ministre : selon l'étude ComCor de l'institut Pasteur, avoir, au sein du foyer, un enfant scolarisé, représente un surrisque non négligeable d'infection pour les adultes : +27% avec les collégiens et +29% avec les lycéens. Pas plus de risque, en revanche, et pour l'instant, avec des enfants en primaire. L'institut Pasteur prévient toutefois : «*On note depuis janvier une augmentation des infections intra-domiciliaires vers les adultes dues à des enfants de moins de 11 ans.*»

**Plusieurs biais.** Blanquer, de son côté, ré-





pète donc à l'envi le chiffre, a priori faible, de 0,5% d'infections dans les écoles. Il s'agit en réalité du taux de positivité des tests effectués dans le cadre des campagnes de diagnostic dans des établissements scolaires. Sur combien de tests précisément? Difficile de savoir. Une centaine de milliers la semaine du 8 au 14 mars, selon le ministère, et environ 250 000 la semaine suivante.

Mais le ministre en convient lui-même: *«Il faut être très prudent quand on parle de ces chiffres puisqu'il s'agit du nombre de gens positifs quand on est testé, [...] il faut voir qui est testé.»* Il serait en effet trompeur de comparer ce taux de positivité à celui de la population générale (7,7% du 8 au 14 mars) pour en déduire que les élèves sont beaucoup moins positifs que le reste de la population... Car plusieurs biais (avec des effets opposés) sont à prendre en compte, qui rendent délicate la comparaison.

Premier point: ces campagnes sont proposées à l'ensemble des élèves présents dans un établissement, quand les tests en population générale sont plutôt réalisés par des personnes qui, le plus souvent, ont des raisons objectives de se faire tester (symptômes, cas contacts). Et donc plus de risques d'être positives. Ces campagnes, par ailleurs, ne concernent pas les personnes déjà isolées, comme les cas positifs et les cas contacts, normalement absentes de l'école. En ce sens, la population testée en milieu scolaire est donc moins susceptible d'être positive que celle qui va se faire dépister en laboratoire ou en pharmacie. A l'inverse, le ministère précise à *Libération* que ces tests sont déployés là *«où il y a une forte circulation de virus»*. Ou *«en complément du contact-tracing dès l'apparition de trois cas confirmés dans une école ou un établissement scolaire sur une période de sept jours»*, peut-on lire sur le site du ministère.

Malgré tous ces biais, ces résultats restent encourageants pour Blanquer: *«Quand vous faites des tests aléatoires en population générale, [...] vous êtes très souvent entre 1% et 2%. Donc être entre 0,35% et 0,5% pour la population scolaire, cela montre bien qu'il y a un peu moins de contamination qu'en population générale.»*

Une campagne menée à Saint-Etienne au début de l'année a effectivement débouché sur un taux de positivité d'environ 2%. Sauf que l'échantillon, autour de 14 000 personnes, était bien moindre. En Ile-de-France, surtout, ce

taux à l'école est de 1,36% (sur 36 000 tests salivaires depuis le 1<sup>er</sup> mars), selon l'agence régionale de santé, confirmant ainsi une information d'Europe 1. Soit près de trois à quatre fois le chiffre avancé par Blanquer.

**LUC PEILLON**  
et **EMMA DONADA**

